

[Texte]

have the ability to judge whether the means proposed by the fund and the bank are right.

More employment of local people is needed. That is what decentralization is about. We are already doing that. This year we have increased by perhaps 100 person-years the number of locally employed people we use.

Mr. McLean (Waterloo): I want to thank our panel for a most engaging morning.

Madam Gibeau, Mr. Blaikie and I, along with Mr. Speller from the Liberal Party, after a visit to Namibia had an opportunity to stop in Zambia. So we appreciate your comments this morning. We had the opportunity to visit with both the Minister of External Affairs, who had formerly been Minister of Finance, and Chigaga, the Finance Minister, as well as Kaunda, who was here before the committee some time ago to talk with them about the politics of operating a government, which we found particularly interesting. You could not help but be moved. I have forgotten exactly what the figures were, but they said they worked a whole year with their best efforts, and they brought in I think \$108 million net profit, but their expenditures were \$120 million. To get up every day and know that your best effort will never be enough to deal with your indebtedness. . . That brings us back to the question of getting at least a portion of the monkey or the load off the back and then some progress.

We also heard President Kaunda talk about the AIDS epidemic when he was here in Canada. The figures we talk about academically are no longer academic. Visitors to Africa now increasingly recognize health risks in any need for transfusion and the capacity to monitor what is happening. The figures have a human face, and we sense a political struggle.

I thank Chris Bryant for his comments about politics. One of our efforts, as with many scenarios, is to say what we ought to be recommending to the Canadian Government vis-à-vis this obvious international crisis. With ministers of finance at every major meeting Canada is involved with internationally, this is now on the agenda. How ought we to be facing it? What is our best thinking? Mr. Massé clearly agrees that flows must increase, and there is the almost blasphemy of the flow levels in the African case, out of Africa to the north.

Let me pick up two or three questions about politics. When a number of us on the working group were visited a couple of weeks ago by the World Bank and the IMF, we did find in the IMF—or was it the World Bank—a serious

[Traduction]

internationales, nous devons étayer ces principes. Nous sommes donc en train de créer ce groupe afin qu'il nous aide à juger si les moyens proposés par le Fonds et la Banque sont appropriés.

Il faut employer davantage de ressortissants du pays vivant sur le terrain. C'est ce qu'on entend par décentralisation. Nous avons déjà commencé. Cette année, nous avons augmenté le nombre d'employés locaux d'une certaine d'années-personnes.

M. McLean (Waterloo): Je tiens à remercier le groupe d'une discussion très stimulante.

M^{me} Gibeau, M. Blaikie et moi-même ainsi que M. Speller du Parti libéral avons pu nous arrêter en Zambie après avoir effectué une visite en Namibie. Nous comprenons donc le sens de vos remarques de ce matin. Nous avons eu l'occasion de rendre visite au ministre des Affaires extérieures de ce pays, qui était précédemment ministre des Finances, à M. Chigaga, le ministre des Finances actuel ainsi qu'à M. Kaunda, qui a déjà témoigné avec eux devant notre comité au sujet du gouvernement de son pays; nous avons trouvé leurs propos particulièrement intéressants. On ne pouvait pas s'empêcher d'être ému. J'oublie au juste quels chiffres on nous a cités, mais on nous a dit qu'après un an d'efforts soutenus, ils avaient réalisé je crois 108 millions de dollars de bénéfices mais que leurs dépenses s'étaient élevées à 120 millions de dollars. Quand on se lève tous les jours et qu'on sait d'avance que les efforts les plus vigoureux ne suffiront pas pour sortir de l'endettement. . . cela nous ramène à la question d'alléger le fardeau de ces pays afin de leur permettre de réaliser des progrès.

Le président Kaunda nous a également parlé de l'épidémie du SIDA lorsqu'il était au Canada. Eh bien, les chiffres qui nous paraissent abstraits lorsque nous sommes ici ne le sont plus en Afrique. Les visiteurs de ce continent reconnaissent de plus en plus les risques pour la santé que représente toute transfusion et même le fait de surveiller l'évolution de la situation. Les chiffres ont une figure humaine, et l'on sent qu'on assiste à une lutte politique.

Je remercie Chris Bryant de ses remarques sur la politique. Comme nous l'avons fait à propos d'autres programmes, nous nous sommes demandé quelles recommandations nous pourrions faire au gouvernement du Canada au sujet de cette crise internationale manifeste. Étant donné que les ministres des Finances participent maintenant à toutes les rencontres internationales auxquelles le Canada prend part, cette question est inévitablement à l'ordre du jour. Comment devrions-nous l'envisager? Sur quoi devons-nous articuler notre réflexion? M. Massé est certainement d'accord pour qu'il y ait davantage d'échanges. Mais que dire de cette situation honteuse où les pays du nord s'enrichissent aux dépens de l'Afrique.

J'aimerais maintenant m'arrêter à deux ou trois questions politiques. Il y a quelques semaines, lorsque des représentants de la Banque mondiale et du FMI ont rendu visite à notre groupe de travail, nous avons observé que